



12/10/2016 12:38:00

Agir sur l'état des routes, "levier d'action" pour la sécurité routière, selon les industriels du secteur

PARIS, 12 oct 2016 (AFP) - Face à un réseau dégradé, il est "urgent" de rénover les routes et la signalisation, affirme jeudi le syndicat des équipements de la route (SER) dans un livre blanc qui propose plusieurs "leviers d'action" pour enrayer la hausse de la mortalité routière.

"Les mesures répressives engagées contre la vitesse, l'alcool et la prise de stupéfiants ne semblent plus suffisantes pour endiguer l'accidentalité routière. Il devient donc urgent de trouver d'autres leviers d'actions. (...) Une meilleure prise en compte de nos équipements routiers est l'un de ces leviers", affirme le président du syndicat, Jean-Bernard Conrad, en préambule du livre blanc, qui énonce dix propositions.

Pour le SER, "il devient urgent d'engager une véritable politique d'entretien du réseau sur l'ensemble du territoire".

"Une route sur deux en France ne dispose pas de marquage au sol, et 30 à 40% des panneaux de signalisation ont dépassé leur durée de vie et présentent donc des performances très inférieures à la réglementation. La majorité des panneaux ont entre 15 et 25 ans, alors qu'ils sont conçus pour garantir une performance optimale pendant 7 à 12 ans", estime le SER, pour qui les routes départementales et communales sont les plus dégradées.

Entre 2012 et 2014, le budget "consacré à la préservation du patrimoine routier" a diminué de 60 millions d'euros sur une enveloppe globale de 440 millions d'euros", déplore le groupement d'industriels.

Adossées à "une cartographie annuelle des routes et de ses équipements", des améliorations permettraient notamment de rendre la route plus abordable aux seniors, population en forte croissance et qui représentait 24% des tués sur la route en 2015.

Le SER propose également d'étoffer des "données statistiques insuffisantes" en intégrant le facteur des infrastructures dans les enquêtes techniques post-accidents, qui devraient être généralisées aux accidents non-mortels.

Les industriels plaident également pour leur intégration au sein du Conseil national de sécurité routière (CNSR), l'instance consultative de la sécurité routière.

Après douze années de baisse, le nombre de morts sur les routes de France métropolitaine est reparti à la hausse depuis 2014 pour atteindre 3.461 tués en 2015.

Pour enrayer ces deux années consécutives de hausse, inédites depuis 35 ans, le gouvernement a annoncé deux plans en janvier et octobre 2015, mais la mortalité routière reste toujours en augmentation sur les neuf premiers mois de 2016 (2.558, +3,1% par rapport à la même période l'an dernier).

sva/cld/pb